

L'ivresse du capital : le virtuel brouille le réel

Jean-Marie Harribey

Barca ! Poésie, politique, psychanalyse, n° 15, novembre 2000, p. 7-21

“ Le temps, c'est de l'argent ”, “ faites travailler votre argent ”, “ gagner de l'argent en dormant ”. Les aphorismes ne manquent pas pour désigner l'argent, cet instrument qui se mue en finalité ultime, au point de prétendre gouverner le monde. Il s'agit d'une véritable transfiguration car l'argent semble doté d'attributs divins : n'avoir de source qu'en lui-même et être lui-même source de tout pouvoir. Il passe pour être la mesure de toute chose, et, pis encore, tout semble indiquer qu'il posséderait la capacité d'étalonner les êtres et la vie elle-même. Ne parle-t-on pas de “ capital naturel ” pour nommer les éléments de la biosphère qui servent de cadre à l'activité des hommes, et de “ capital humain ” pour les aptitudes, les connaissances et les savoir-faire accumulés par les travailleurs ? Si tout est réductible à du capital, alors tout peut et doit être soumis à la logique de celui-ci : la rentabilité maximale, que les marchés financiers ont érigée en règle absolue et à laquelle l'emploi, les conditions de travail, les salaires, la préservation des écosystèmes et enfin les droits démocratiques doivent être sacrifiés ou subordonnés. Dans ce “ meilleur des mondes ”, la route est ouverte pour une succession de miracles boursiers où l'euphorie engendre l'euphorie et où le gain financier d'aujourd'hui annonce celui de demain, sans commune mesure avec les progrès de la productivité du travail, nécessairement plus lents, qui sont constatés dans l'économie. Le monde réel serait une source de profit trop maigrelette et un monde virtuel se chargerait de la rendre plus abondante. Le virtuel deviendrait ainsi plus réel que le réel puisqu'il serait capable d'engendrer à lui seul de la richesse, ô combien nécessaire en ces temps de démographie vieillissante dans les pays riches et de misère impossible à éradiquer dans les pays pauvres. La “ nouvelle économie ” serait l'avenir de l'économie tout court. Foin du besogneux, place à l' “ e. argent ”.

Tels sont les principaux thèmes qui dominent le discours économique depuis une décennie. Ils sont d'autant plus difficiles à combattre que l'apparence est pour eux et qu'ils ont l'avantage de faire rêver. “ Qui veut gagner des millions ? ”, titre d'une émission de télévision attrape-tout, résume bien l'ambiance idéologique régnant en cette fin de siècle autour des questions d'argent. Mais si tous sont appelés à rêver du virtuel, très peu seront élus pour entrer dans le réel de la toute-puissance financière.

L'objectif est ici de rappeler que la fécondité du capital n'est qu'une illusion. En disant d'abord ce qu'est l'argent, la monnaie et le capital et les fonctions sociales qu'ils remplissent. En montrant ensuite que, contrairement à la croyance majoritaire, l'argent est stérile : il ne crée ni valeur, ni richesse ; il donne seulement le pouvoir de s'approprier ces dernières. L'angle de vue adopté sera essentiellement socio-économique et il devra être utilement complété par des approches en provenance d'autres sciences humaines.

1. L'argent, substitut du cannibalisme ?

L'argent est la merde du monde, disait Marx. L'amour de l'argent est la marque de l'homme infantile n'osant affronter la perspective de la mort, pensait Freud. Et pourtant, la monnaie paraît aussi indispensable à la vie en société que l'air à la vie. Peut-on élucider cette suite de paradoxes et répondre à une question simple : à quoi sert l'argent ou la monnaie ?

L'argent-pouvoir

Tout le monde s'accorde à dire que la monnaie sert à échanger les marchandises. Ce n'est certes pas elle qui détermine la valeur des marchandises échangées, pas plus que la toise

ne détermine la taille d'un individu, car la valeur, c'est-à-dire le rapport dans lequel s'échange le pain contre le vin par l'intermédiaire de la monnaie, dépend des conditions techniques et sociales dans lesquelles sont produits ces deux biens. Il n'en reste pas moins que le troc a de gros inconvénients que la monnaie permet d'éviter. Mais si la monnaie ne servait qu'à faciliter les échanges, il n'y aurait aucune raison pour que la quantité de monnaie qui circule ne coïncide pas avec la valeur de la production : on produirait 1000 francs de marchandises et 1000 francs de monnaie circuleraient. Dans ce cas, ni surproduction ni chômage n'existeraient puisque le marché serait automatiquement en équilibre. Si, malgré cela, une crise momentanée se produisait, un peu de flexibilité des salaires ramènerait le plein emploi à condition que la banque centrale stabilise la quantité de monnaie et ne finance pas les dépenses de l'Etat, surtout les dépenses sociales. Tel est en tout cas le dogme libéral qui s'est imposé au cours des vingt dernières années.

Cette première vision est insatisfaisante car la monnaie sert aussi de réserve de valeur, et de ce fait elle est désirée pour elle-même en dehors de sa fonction d'échange. La monnaie, qui est un *pouvoir* d'achat, peut être thésaurisée ; elle n'est donc pas automatiquement un *vouloir* d'achat : d'où la possibilité des crises de surproduction et de sous-emploi dénoncées par Marx et Keynes. En pareil cas, pourquoi les autorités monétaires n'émettent-elles pas une quantité de monnaie supplémentaire pour faciliter l'emploi ? La pression des capitalistes s'y oppose : il vaut mieux à leurs yeux un taux de chômage élevé qui contraint les salaires à la baisse et maintient le travail en laisse, plutôt qu'une inflation qui rognerait la rente financière. La monnaie stable est donc un gage de pouvoir. Mais de quel pouvoir s'agit-il ?

La monnaie n'a pas la même signification quand elle est utilisée pour acheter du pain ou de la force de travail. Dans le premier cas, elle est un droit de consommation et elle s'échange contre des biens de valeur équivalente : j'ai 100 francs que j'échange contre un bien qui vaut justement 100 francs. Dans le second, elle est un droit d'appropriation sur la capacité de créer une valeur supérieure à elle-même : j'ai 100 francs que je verse à un salarié qui créera une valeur plus élevée. La monnaie a fonctionné comme *capital* qui grossit mon portefeuille chaque fois que je me livre à cette opération miraculeuse. En cela, elle dissimule le rapport social d'exploitation et d'aliénation du travail, d'une part car elle représente du travail mais dont le fruit a été approprié – le profit que j'ai perçu semble naître de mon capital alors qu'il provient du travail d'un autre –, d'autre part car, en matérialisant la valeur créée par le travail, elle réduit celui-ci à un acte vénal, le vidant de son caractère créatif. Comme les 100 francs que j'ai versés au salarié lui suffisent à peine pour vivre, il est obligé le lendemain de revenir travailler pour moi et donc m'enrichir. Ainsi, la détention de plus ou moins de monnaie maintient la distance sociale : elle *distingue*, comme dit Pierre Bourdieu, le pauvre bougre de celui qui a des avoirs.

L'argent-trompe-la-mort

Il reste à comprendre cette soif inextinguible d'accumulation de capital qui anime l'humanité et surtout qui agite ceux qui ont déjà le plus accumulé. L'hypothèse freudienne est crédible : cette ivresse de capital exprime la tentative désespérée de l'homme de fuir sa condition ou de lui trouver un exutoire. L'incertitude totale qui entoure l'avenir, c'est-à-dire la vie, est au cœur d'une certitude terrible : la finitude de toute vie individuelle. Si l'on se souvient que spéculer vient du latin *speculum* qui signifie *miroir*, on peut dire que ce miroir nous renvoie l'image terrifiante de notre mort. Et l'on comprend que la spéculation fasse battre le cœur de ceux qui trouvent plus facile de se projeter dans leurs avoirs que d'essayer d'être. Le spectre de la mort est éloigné et exorcisé par la passion de la richesse assouvie grâce à l'argent. Posséder, jusqu'à satiété, biens matériels et symboles qui y sont associés, rassure en procurant un semblant d'éternité. Comme cette boulimie ne connaît pas de limites,

les angoissés se détendent en prenant la substance de l'autre : l'exploitation de l'homme par l'homme est un ersatz d'anthropophagie.

La monnaie est donc le reflet des antagonismes sociaux et en même temps le moyen de canaliser la violence présente dans les sociétés humaines à l'intérieur de rails à peu près supportables¹, c'est-à-dire vers cette soif de richesse, exutoire à l'angoisse morbide le plus accessible, et susceptible de dégénérer de façon un peu moins violente que le fanatisme religieux – la monnaie comme substitut aux rites sacrificiels – ou la conquête du pouvoir politique. La contradiction est au cœur de l'ambivalence de la monnaie qui est simultanément enjeu de la lutte des classes et créatrice de lien social.

La monnaie confisquée

Cependant, pour tous les angoissés de la terre assoiffés de richesse, le leurre de l'abondance matérielle comme cache-sexe ou cache-misère de l'échéance fatale ne peut fonctionner que si la possession de capital est réservée à une frange minoritaire maintenant à distance la plèbe majoritaire. Comment s'assurer que ceux qui n'ont que les miettes ne viendront pas réclamer leur part du gâteau ? L'histoire a montré qu'il y avait la police, l'armée et parfois une "bonne guerre". Mais la civilisation avance ! Alors, il y a désormais la monnaie. On enlève à la puissance publique le pouvoir d'émettre de la monnaie et on confie ce soin à une banque centrale qui n'est soumise à aucun contrôle, qui n'a de comptes à rendre qu'aux détenteurs de capitaux soucieux de ne pas voir leur rente érodée par l'inflation. La création de l'euro et de la banque centrale européenne dépolitisée participe au processus de libéralisation de l'économie capitaliste en fixant pour priorité la garantie de la valeur des actifs financiers. L'ordre financier règne. Une Europe sociale, pilotée par un gouvernement maîtrisant la monnaie, serait au contraire un danger pour l'accumulation privée car elle modifierait la répartition des revenus entre travailleurs et capitalistes. Le Traité d'Amsterdam prévoit des sanctions financières pour tout pays qui ne continuerait pas à respecter le principal critère de Maastricht : réduire les déficits publics, donc les dépenses collectives. Tandis qu'une monnaie à l'échelle d'un continent aurait pu être un pas vers un peu plus d'universalisme, l'euro est corseté pour n'être qu'un instrument d'enrichissement privé.

La monnaie éteint la dette, disent les économistes. Quelle dette ? La dette privée, répondent-ils. C'est inexact : elle éteint la dette privée *et* la dette sociale. La monnaie traduit l'insertion de chaque individu dans l'espace économique puisque sa possession permet l'achat de biens et services et sa remise entre les mains du créancier annule la dette à son égard, mais elle reflète en outre deux faits de société. Premièrement, chaque agent économique est un citoyen détenteur de droits – à l'éducation, la santé, la retraite – chèrement conquis : la société rembourse la dette contractée vis-à-vis de tout producteur en le soignant et éduquant ses enfants gratuitement et lui versant une retraite quand il est âgé. Deuxièmement, la monnaie exprime les rapports de forces entre les classes. En niant les droits sociaux, on fige ces rapports, en faveur des forts évidemment. Et pour nier les droits sociaux, quel moyen plus efficace que de renverser le dernier rempart de la puissance collective – le pouvoir de battre monnaie – et de remettre ce pouvoir aux mains exclusives de ceux pour qui la liberté se résume à celle de la circulation de leurs capitaux ?

¹ . Cette idée a été exprimée par des auteurs comme René Girard, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972, et Jean-Pierre Dupuy, *Le sacrifice et l'envie, Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calmann-Lévy, 1992. J.P. Dupuy explique que l'économie *contient* en elle la violence mais la *contient* aussi dans le sens où elle l'atténue. Marx, qui a mis en évidence le premier sens, et Montesquieu qui a souligné le second, auraient tous les deux raison : " C'est presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces. " [C. de S. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1951, tome 2, 4^e partie, Livre XX, Chapitre premier, p. 585].

2. L'argent est stérile

Bien qu'il soit aussi ancien que le capitalisme et critiqué en son temps par Marx², un mythe s'est renforcé à notre époque au fur et à mesure que la libre circulation des capitaux est devenue totale dans le monde : les marchés financiers seraient devenus les lieux où se créerait la valeur dont les actionnaires revendiquent la plus belle part. Mieux, par une sorte de réification, le marché financier serait davantage qu'un lieu puisqu'il serait le créateur-même de la valeur. Cette dernière idée est une vieille antienne chantée par les économistes libéraux néo-classiques pour lesquels le capital est productif de valeur au même titre que le travail dans le cadre d'une combinaison productive de ce qu'ils appellent "facteurs de production". Le décalage grandissant entre les flux financiers apporteurs de gros bénéfices et les flux productifs semblent leur donner raison. Cette idée est reprise et reformulée aujourd'hui par un assez large courant d'économistes, pour certains, transfuges de l'école de la régulation, pour d'autres, affiliés à l'école des conventions.³

Le mécanisme autoréférentiel

Les nouveaux propagandistes de cette thèse disent se référer à Keynes qui expliquait que, compte tenu de l'incertitude de "l'état de la prévision à long terme", les individus ont recours à une convention pour estimer les rendements futurs de leurs investissements : "Dans la pratique nous supposons, en vertu d'une véritable convention, que l'évaluation actuelle du marché, de quelque façon qu'elle ait été formée, est la seule *correcte* (...)"⁴. Mais on va voir que cette référence est abusive. En effet, selon eux, il y aurait deux logiques de l'évaluation des cours des titres sur les marchés financiers dont le rôle est d'assurer la liquidité des placements. La première aboutit à une évaluation qualifiée de fondamentale : la valeur de l'action est donnée par l'anticipation des dividendes actualisés. La seconde aboutit à une évaluation appelée spéculative : la valeur présente de l'action est fonction de sa valeur future anticipée actualisée en même temps que des dividendes actualisés.⁵ Au fur et à mesure que le marché devient liquide, la valeur spéculative supplanterait la valeur fondamentale parce que les détenteurs de capitaux ont les yeux fixés sur le court terme qui suffit à les combler au moindre risque. Mais, de ce fait, le mode de détermination de la valeur des actifs financiers se transformerait. En effet, la valeur spéculative est autoréférentielle car elle ne repose sur rien d'autre que la croyance majoritaire en elle, selon un mécanisme de prophétie auto-réalisatrice. "La rationalité dite spéculative a pour objet les croyances des autres, mais elle-même est vide de toute croyance spécifique sur l'économie. (...) Il faut distinguer selon que les anticipations individuelles portent sur l'état de l'économie ou selon qu'elles portent sur le comportement du marché. Ce sont ces dernières anticipations qui déterminent l'action des investisseurs."⁶ Le

² . " Or, c'est dans le capital productif d'intérêt que le fétichisme du capital atteint son paroxysme avec l'idée qui attribue au produit du travail accumulé, et cela sous forme d'argent, le pouvoir, inné et secret, de créer, tel un automate, de la plus-value selon une progression géométrique, si bien que ce produit du travail accumulé a (...) depuis bien longtemps escompté toute la richesse du monde pour l'éternité, comme lui appartenant et lui revenant de droit. Ici, le produit du travail passé – voire le travail passé lui-même – est en soi porteur d'une parcelle de surtravail vivant, passé ou futur. Toutefois, nous savons que la conservation – donc également la reproduction – de la valeur des produits du travail passé est en fait, le *seul* résultat de son contact avec le travail vivant ; nous savons, en outre, que la domination des produits du travail passé sur le surtravail vivant ne peut durer plus longtemps que le système capitaliste, qui repose sur des rapports sociaux donnés, où le travail passé, autonome et tout-puissant, se dresse face au travail vivant. " [K. Marx, *Le capital, Livre III*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, p. 1156-1157]. Pour une analyse contemporaine, voir François Chesnais (coord.), *La mondialisation financière : genèse, coûts et enjeux*, Paris, Syros, 1996.

³ . Notamment Michel Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, 2^e éd., Paris, Ed. O. Jacob, 1997, et André Orléan, *Le pouvoir de la finance*, Paris, Ed. O. Jacob, 1999.

⁴ . J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1969, p. 168.

⁵ . Voir Orléan [1999, p. 18 et p. 26].

⁶ . Orléan [1999, p. 58-59 et p. 73].

corollaire de cette vision est “ une idée radicalement nouvelle : les croyances ont un rôle créateur ” rompant “ avec une épistémologie naturaliste ”⁷ et cette vision est fondée sur la confiance qui “ porte alors sur l’aptitude du capital à *se* valoriser et du marché à évaluer correctement cette aptitude ”⁸. Toute réalité objective disparaît derrière la subjectivité des croyances : “ On retrouve ici le caractère clos du monde de la finance qui détermine ce que sont les fondamentaux à partir des interprétations qu’il produit. Les valeurs fondamentales n’existent pas en elles-mêmes. Il n’y a que des interprétations. ”⁹ Ici, non seulement les indicateurs économiques fondamentaux¹⁰ ne déterminent plus les valeurs financières, mais la relation est inversée : ce sont les croyances qui vont façonner les fondamentaux, et la détermination des croyances elles-mêmes est renvoyée dans un monde éthéré.

Or ce monde éthéré est un monde enchanté parce que le capital y a la capacité de “ se ”¹¹ valoriser tout seul : “ (...) si l’on doit reconnaître que le capital est la source créatrice de toute valeur, aucun capital en particulier ne possède en lui-même la capacité de l’affirmer. ”¹² Dès lors, la finance “ travaille à la reconnaissance du capital comme source ultime de la valeur et du marché comme son évaluation pertinente. ”¹³ Si l’on comprend bien, il est nécessaire de promouvoir, d’imposer, de faire accepter pour vraie l’*idée* selon laquelle toute valeur procède du capital. Lorsqu’ils louent leurs mérites, les zéloteurs des marchés financiers quittent donc le terrain de l’analyse pour celui de l’idéologie.

Le fait que le taux de rendement du capital ou rentabilité financière soit devenu une exigence *a priori* a pour conséquence de faire s’aligner la rentabilité économique sur la première, comme une sorte d’ “ obligation de résultat ”¹⁴ qui s’exprime vis-à-vis de l’entreprise qui n’a plus d’autre choix que de se retourner contre ses salariés. Le risque est donc assumé finalement par ces derniers. La “ déconnexion entre les niveaux de risque et rendement ”¹⁵ pour les détenteurs de capitaux est indéniable, mais elle ne doit pas être assimilée à une déconnexion entre l’obtention de valeur pour eux et l’activité productive. Si André Orléan a raison de dire qu’une crise financière est “ un processus de destruction de la *liquidité* financière ”¹⁶, il a tort d’affirmer qu’il s’agit d’une disparition de “ *richesse* financière ”¹⁷. Ce qui “ s’évanouit ”¹⁸, lorsqu’éclate la bulle, ce n’est pas de la richesse, ni même de la valeur, c’est le grossissement de capital fictif précédent, c’est-à-dire la fiction elle-même. Il ne reste plus alors de celle-ci que son aspect idéologique : le capital évanoui n’a beau être que le capital fictif, donc inexistant, la fiction selon laquelle il représentait quelque chose de réel demeure.

Si la sphère financière était aussi autonome vis-à-vis de la sphère productive que certains le disent, comment expliquer que les pays en développement soient tour à tour considérés par les détenteurs de capitaux comme de nouveaux eldorados dans les phases de

⁷ . Orléan [1999, p. 85].

⁸ . Orléan [1999, p. 247, souligné par nous].

⁹ . Orléan [1999, p. 183].

¹⁰ . Parmi ceux-ci, on distingue la croissance de l’activité mesurée par l’évolution du chiffre d’affaires, et surtout le taux de rentabilité économique (profit ou résultat net avant impôts par rapport au capital immobilisé) et le taux de rentabilité financière (résultat net avant impôts par rapport aux fonds propres).

¹¹ . Orléan [1999, p. 45 et 247]. L’auteur emploie toujours la forme pronominale et jamais la forme passive “ est valorisé par ”.

¹² . Orléan [1999, p. 245-246].

¹³ . Orléan [1999, p. 249].

¹⁴ . D. Baudru, F. Morin, “ Gestion institutionnelle et crise financière, Une gestion spéculative du risque ”, dans Conseil d’Analyse Economique, *Architecture financière internationale*, Rapport n° 18, 1999, p. 159.

¹⁵ . Baudru et Morin [1999, p. 159].

¹⁶ . Orléan [1999, p. 130, souligné par nous].

¹⁷ . Orléan [1999, p. 98, souligné par nous].

¹⁸ . Orléan [1999, p. 98].

croissance euphorique et au contraire désertés quand la surproduction menace leur industrie, comme ce fut le cas dans le Sud-est asiatique à la fin des années 90 ?

La valeur captée

Par conséquent, l'épistémologie naturaliste qu'il faut à bon droit récuser s'applique à la théorie de l'efficacité des marchés. En revanche, l'articulation entre l'état des rapports de forces entre les classes sociales et la fixation des cours boursiers n'a rien de naturaliste ; elle est au contraire sociale et historique. La thèse proposée ici peut se résumer ainsi : le marché ne crée pas la valeur ; plus précisément, le marché financier ne crée pas la valeur financière, il crée la liquidité de la valeur ou la liquidité du capital financier ; comme la liquidité obtenue à un moment donné par tel ou tel capitaliste peut n'avoir rien à voir avec son capital productif immobilisé ni avec les bénéfices qu'il en retire, ni même avec les bénéfices probables à venir, elle doit être interprétée comme *la liquidité de la captation de la valeur déjà créée ou de la captation de la valeur anticipée*. Autrement dit, elle transpose dans le champ financier le rapport des forces entre capitalistes et salariés et celui entre capitalistes eux-mêmes. Quand l'action de Michelin grimpe de 12% dans les minutes qui suivent l'annonce de 7500 suppressions d'emplois, les opérateurs financiers anticipent une amélioration du rapport de forces en faveur des actionnaires face aux salariés et donc une captation (au sens marxien de l'exploitation) supérieure de valeur. Cette transposition du rapport de forces dans la sphère financière ne doit pas être comprise comme une croyance majoritaire reposant sur le néant ou sur le virtuel des croyances mais comme une croyance – une quasi certitude ! – en la pérennité, voire en l'amélioration, du rapport de forces favorable établi par le capital contre le travail. La question du rapport de forces entre les classes composant la société nous ramène ainsi à la théorie de la valeur comme théorie des rapports sociaux.

Le capital étant du travail accumulé, l'argent est une représentation du travail vivant. Le capital n'a aucune capacité en lui-même d'engendrer un supplément de valeur. Le capital ne peut s'accroître par lui-même, et, pire, s'il n'y a pas de force de travail pour le valoriser, il perd sa propre valeur. Il n'a donc aucune autonomie par rapport au travail. C'est la raison pour laquelle Marx le considérait comme un rapport social.

Le capital financier peut changer n fois de mains par jour, cela n'enlève rien au fait que s'il veut s'accroître macroéconomiquement – et pas seulement dans les mains de tel ou tel capitaliste¹⁹ –, alors le détour par le système productif est indispensable. Le capital compté dans la capitalisation boursière et qui dépasse les capitaux propres peut être considéré comme du capital fictif²⁰ macroéconomiquement parlant et même microéconomiquement tant que tel

¹⁹ . S'emparer d'un groupe financier ou industriel performant signifie mettre la main sur les résultats de son activité économique. L'enrichissement d'une multinationale peut avoir trois origines : les profits réalisés en son sein grâce au travail productif de ses salariés, ceux réalisés grâce au travail des salariés dans les sociétés filiales, ceux réalisés en achetant et en revendant plus cher des actions, à condition qu'elles trouvent repreneurs. Dans le premier cas, il y a une extorsion de la valeur créée par la force de travail, dans le second également mais avec en prime une captation de valeur par les actionnaires de la multinationale suzeraine sur le dos de la vassale, et dans le troisième, il y a une captation par anticipation d'une part des profits qui résulteront du travail effectué dans la société dont les actions font l'objet de spéculation. Ce n'est pas tout. Plus une entreprise possède des moyens techniques à la pointe du progrès et un empire vaste en monopolisant un secteur, plus elle peut imposer un prix supérieur à l'équivalent monétaire du travail qui est contenu dans chaque unité de ses produits. C'est le contraire pour une entreprise en moins bonne position ou à la traîne du progrès. La valeur ajoutée qui apparaît alors comme naissant dans un secteur et dit à " haute valeur ajoutée " est le plus souvent un mélange inextricable de *valeur ajoutée* dans ce secteur et de *valeur captée* dans d'autres secteurs par le biais des prix.

²⁰ . " En tant que duplicata, négociables eux-mêmes comme marchandises et pouvant circuler comme valeurs-capital, ils (les titres de propriété) n'ont qu'une valeur fictive dont la hausse ou la baisse est absolument indépendante du mouvement du capital réel qui est leur objet. Leur valeur, c'est-à-dire leur cotation en Bourse, tend nécessairement à hausser avec la baisse du taux d'intérêt dans la mesure où celle-ci – indépendante des mouvements particuliers du capital-argent – est la simple conséquence de la baisse tendancielle du taux de

ou tel capitaliste n'a pas pris ses bénéfices, dans la mesure où ils ne pourront pas tous à la fois réaliser cette capitalisation, c'est-à-dire vendre leurs titres simultanément.

En dépit du décalage entre les transactions purement financières (1500 à 1800 milliards de dollars par jour, 450 000 milliards par an) et les transactions commerciales (5000 milliards de dollars par an pour un produit mondial de 30 000 milliards), et en dépit du gonflement de bulles spéculatives assez régulièrement (la capitalisation boursière dépasse virtuellement le capital social des sociétés), la déconnexion entre production et finance n'est qu'apparente : le capital a conquis une autonomie totale de mouvement mais reste dépendant du travail productif pour son accroissement global.

Cette dépendance se manifeste de plusieurs façons analysées en son temps par Marx : par la contradiction entre la restriction du travail vivant et la nécessité de le mettre en œuvre pour produire de la plus-value qui est au cœur de l'analyse des crises ; et par la difficulté ensuite de réaliser la plus-value si les débouchés ne suivent pas le rythme de la production de marchandises.

Cette dépendance du capital par rapport au travail pour l'accumulation globale explique pourquoi se renforce la concurrence pour l'accaparement de la valeur créée à travers les fusions et absorptions. Mais, et le cas est fréquent, l'apparence des choses est prise pour leur essence : la mise en place d'un nouveau mode de gestion des entreprises et surtout des groupes industriels et financiers intégrés donne, à l'échelle microéconomique, l'illusion d'une création de valeur : la *corporate governance* organise à travers le mot d'ordre de " création de valeur pour l'actionnaire " une modification permanente de la *répartition* de la valeur ajoutée par les salariés à l'avantage des propriétaires du capital.

La réification des rapports sociaux

La circulation des capitaux est totale dans le monde ; leurs détenteurs ont ainsi toute liberté pour organiser la production aux conditions qui leur paraissent les plus avantageuses et, ensuite, pour s'approprier la valeur en fonction des rapports de forces établis. Le marché financier est devenu le lieu où s'élabore la norme de rentabilité et d'où elle est dictée, en fin de compte, au système productif. La globalisation et la libéralisation financières ont permis de multiplier les produits financiers permettant de réduire les risques et de mieux assurer la liquidité. Mais cette liquidité est bornée par deux contraintes. L'une tient à la nature même du marché qui met en présence des vendeurs et des acheteurs, les seconds se substituant aux premiers pour " porter " le capital productif immobilisé. L'absolue nécessité de porter celui-ci introduit la seconde contrainte : sans force de travail capable de valoriser le capital productif, la base même de l'accumulation financière se tarirait. La croyance en un monde autonome de croyances rencontre ici sa limite : cette croyance est un mythe et elle présente maints aspects d'une croyance religieuse dont le plus étonnant est que le gain boursier apparaisse comme le fruit d'un miracle. " Le mythe de l'enrichissement sans fin, gage d'éternité " se développe et " le capital devient un dieu, infini et n'ayant de source qu'en lui-même " ²¹ et dont tout procède. Le mythe devient mystification lorsque la force de travail emmagasinant savoir, savoir-faire et savoir-être est ramenée à du capital humain. Par un renversement complet de la problématique des économistes classiques pour lesquels tout se réduisait à du travail, tout se ramène ici à du capital. Ainsi, le processus d'aliénation du travail est conduit jusqu'au point de déterminer les représentations de celui-ci : l'objectivation du travail vivant est partie prenante de la réification des rapports sociaux.

profit ; c'est là une des raisons pour laquelle cette richesse imaginaire connaît une si grande extension dans le processus de développement de la production capitaliste. " [Marx, 1968, p. 1200].

²¹ . Bertrand Larsabal, " La bourse ou la vie : Les retraites ", *Le Passant Ordinaire*, Bordeaux, n° 22, novembre-décembre 1998.

La réification des rapports sociaux trouve sa place dans le processus de leur reproduction permettant l'accumulation financière. La financiarisation de l'économie s'inscrit dans la dynamique conduisant à la marchandisation du monde. Bien que le détachement de l'accumulation vis-à-vis de la production de valeur soit une fiction, celle-ci est nourrie d'une part par toute modification de la répartition de la valeur créée dans un sens favorable au capital, c'est-à-dire par une élévation du taux d'exploitation de la force de travail, et d'autre part par l'existence d'un système bancaire central, prêteur en dernier ressort, d'autant plus efficace qu'il contrôle tout dérapage inflationniste et qu'il dirige l'essentiel de la création monétaire vers l'activité proprement financière.

La logique de la financiarisation de l'économie pousse à la primauté absolue de la valeur des actifs financiers et pour cela, le contrôle des institutions chargées de veiller à l'émission de la monnaie, véhicule de la valeur, s'avère indispensable. Parallèlement au démantèlement des services collectifs, à la mise sous contrainte d'équilibre les politiques budgétaires, la dépolitisation de la monnaie est amorcée par l'enlèvement de la politique monétaire aux responsables publics et par le projet de la mise à mort de la dualité de la monnaie, à la fois bien privé et institution sociale, en délégitimant toute intervention politique sur elle, en quelque sorte en la privatisant. Mais cette dynamique de négation de la monnaie en tant qu'institution sociale et de privatisation est vouée à l'échec parce que c'est la monnaie sociale, donc relevant de l'espace non marchand, qui fonde l'espace marchand et non l'inverse. La logique financière est donc autodestructrice parce qu'elle implique la rupture de ce que Durkheim appelait le lien social, c'est-à-dire, en termes marxistes, elle implique la dégradation du rapport salarial.

Après deux décennies de gestion de la force de travail marquées par la précarisation et la mise au chômage de fractions entières du salariat, le modèle néo-libéral imposé par le pouvoir financier tente aujourd'hui de s'infléchir. Une nouvelle voie se cherche à travers les tentatives d'associer les couches les plus aisées du salariat à un capitalisme patrimonial²² tout en assurant aux plus démunis une assistance minimale.²³ La pression sans nuances exercée en faveur de la création de valeur au seul profit de l'actionnaire apparaissant comme trop brutale cède peu à peu la place à une campagne plus attrayante en direction de certains salariés. Cette nouvelle voie, à l'état d'esquisse pour l'instant, trouve une justification " théorique " dans les " croyances autoréférentielles et créatrices ". Nous avons voulu montrer que cette justification ne pouvait avoir de statut scientifique car elle confinait l'analyse dans un espace d'où étaient exclus les rapports sociaux de production. Il s'agit donc d'une nouvelle figure de ce que Marx désignait par fétichisme du capital qui tente de faire passer le fictif ou le virtuel pour le réel. De plus, cette voie ne peut être soutenable à long terme car, ce qui la caractérise, c'est d'être fondée sur l'approfondissement de la fracture entre les classes sociales puisque tous les individus ne peuvent vivre simultanément de la rente du capital : certains se l'approprient,

²² . Le mythe de la capacité du capital à s'auto-engendrer s'effondre avec l'aveu cynique des partisans du financement des retraites par capitalisation : il faut faire payer les retraites françaises par les Chinois, disait sans rire le député socialiste Jean-Claude Boulard [" Réflexion faite, oui aux fonds de pension ", *Le Monde*, 13 novembre 1998]. A l'époque de la mondialisation financière, les salariés les plus aisés des pays développés sont invités, via les fonds de pension ou les fonds d'épargne salariale, à participer un peu à l'économie-casino pour capter à leur profit une partie de la valeur ajoutée mondiale produite par d'autres salariés plus mal lotis qu'eux. Sur la question des retraites, voir J.M. Harribey, " Il n'y a pas de génération spontanée du capital ", Postface à J. Nikonoff, *La comédie des fonds de pension*, Paris, Arléa, 1999, et " Les retraites face à la capitalisation ouverte ou rampante ", *Economie et politique*, n° 550-551, mai-juin 2000, p. 43-48.

²³ . Nous avons abordé ailleurs comment la proposition du revenu d'existence s'inscrivait dans le cadre du social-libéralisme qui, simultanément, renonçait au plein emploi, prônait une assistance minimale et dénonçait les prélèvements obligatoires alors que ces derniers devraient pourtant être considérés comme des suppléments obligatoires [J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997].

mais d'autres doivent la produire pour les premiers. Derrière la façade du virtuel se cache toujours la réalité de l'exploitation.